



Élection 2025 des délégués à l'Assemblée Générale de la mutuelle nuoma

Précision liminaire :

Notre présente profession de foi « CGT militants mutualistes engagés » n'a pas pour ambition de vous vanter ses candidats et d'établir l'habituelle liste de propositions pour les années à venir.

Nous laissons ce sempiternel exercice à tous les autres candidats, car notre message est autre. Il s'agit de faire prendre conscience de la réalité de l'environnement de notre mutuelle Nuoma : une « complémentaire santé » enkystée dans la logique du marché capitaliste, entraînée dans une pernicieuse course marketing à la recherche

de nouvelles adhésions collectives, mobilisant beaucoup de moyens, suscitant une multiplication des offres, et limitant une véritable mutualisation des risques.

C'est très loin du mutualisme que nous revendiquons et voulons mettre en pratique : celui que nous ont légué des générations entières de militants sociaux et syndicaux pour une solidarité intergénérationnelle, pour un droit à la santé accessible à toutes et tous qui protège l'espérance de vie, quels que soient leurs moyens et leur place dans la société.

LE MUTUALISME N'EST PAS SOLUBLE DANS L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

En guise d'introduction, le libéralisme, c'est quoi ?

L'acte fondateur du libéralisme économique est la publication d'Adam Smith « La richesse des nations » (1776). Sa thèse devint l'idéologie dominante, assurant la prééminence du capitalisme en Europe avant de s'imposer à toute l'humanité. Pour Adam Smith et ses disciples, le libéralisme économique repose sur trois postulats :

- 1 - l'individualisme égoïste, moyen de parvenir à l'efficacité maximale d'un système économique,
- 2 - l'économie de marché à concurrence libre et non faussée, censée aboutir magiquement à un équilibre optimal, « conduite par une main invisible », postulat dont Smith tire la conclusion : « Le marché résoudra tous nos problèmes ». Nous savons aujourd'hui ce qu'il en est.
- 3 - « point n'est besoin de planificateurs » : l'économie de marché est censée mieux fonctionner sans intervention de l'Etat, sans réglementation, selon le principe du laissez-faire absolu.

Or nous ne pouvons que constater que les crises cycliques ou systémiques, ainsi que le chômage de masse que nous subissons depuis 50 ans, sont la démonstration irréfutable que tous les postulats assésés par les tenants du libéralisme sont faux.

Mutualisme = solidarité

Marché = égoïsme individuel

L'humanité n'a dû sa survie et son développement que par son courage et son comportement solidaire. Mais l'appât du gain et le désir de pouvoir, fléaux des groupements humains, ont abouti à « l'économie de marché à concurrence prétendue libre et non distordue ». L'entraide mutualiste, créée pour contourner l'interdiction du syndicalisme au 19^{ème} siècle, a ouvert la voie à une société soucieuse de la protection et du bien-être des populations, concrétisée en France par les décisions du Conseil National de la Résistance en 1945. Ce sont ces acquis que nous défendons.



Tout démontre aujourd'hui (dérèglement climatique, migrations économiques, guerres d'appropriation de territoires) que seules la solidarité et l'entraide entre les populations peuvent aider l'humanité à mieux vivre et organiser sa survie collective. Clairement, les organismes réellement mutualistes font partie des systèmes qui devraient être une règle intangible du « vivre ensemble », notamment dans le secteur de la santé et de la prévoyance.

Nos exigences, à nous progressistes et militants CGT mutualistes, sont simples :

⇒ *notre Mutuelle doit être véritablement complémentaire à l'Assurance Maladie. Elle se doit de rechercher la meilleure structure de prestations, financé par un système de cotisations solidaires prenant en compte les ressources de ses adhérents.*

Nous constatons que les choix de Nuoma ces dernières années ne répondent pas à cette nécessité.

Certes, l'apport de la Mutuelle MMEI lors de sa fusion avec IBAMEO a modéré la politique de cette dernière, redonnant espoir sur la pérennité de la nouvelle née NUOMA. Mais les statuts laissent encore la part belle aux entreprises ayant conclu un contrat collectif, aux dépens des adhérents qui devraient être les uniques décideurs de l'avenir de leur Mutuelle.

Un travail de fond doit être mené sur la revalorisation des prestations, dont les montants sont quasi figés depuis nombre d'années. La professionnalisation de la gestion de Nuoma permet une vision approfondie de la « consommation » des prestations et ainsi d'orienter les évolutions des barèmes de remboursements, au mieux des intérêts collectifs des adhérents et de leur famille.

C'est l'objectif prioritaire des progressistes et mutualistes CGT pour les trois années à venir. D'autant plus qu'une meilleure péréquation entre les attentes des adhérents et les prestations délivrées sera un gage de pérennité par la satisfaction des besoins prioritaires de santé des personnes protégées.

Il n'est pas un jour sans que les médias relaient la tentation des gouvernants de transférer une nouvelle part du coût de la santé pour la Nation vers les Mutuelles. Les projets sont variés, mais le but est identique : soulager les comptes de la Sécurité Sociale en faisant porter aux mutuelles une part du déficit national. Avec un leitmotiv : les mutuelles dorment sur « un pognon de dingue » et l'Etat peut donc leur faire les poches sans vergogne.

Argument véreux ! Rappelons d'abord que les mutuelles sont à but non lucratif, sans dividendes à verser. Leurs réserves financières, tout à fait légales, sont la garantie de pouvoir faire face aux aléas imprévisibles, comme les pandémies ... Ensuite, sachez que l'Urssaf collecte pour l'Etat 11,7 % de votre cotisation. Quant à la Sécu, elle se défait sur les mutuelles dans des domaines incontournables, ce qui éloigne les citoyens les plus fragiles de soins nécessaires ! Exemples : 9 euros remboursés pour deux verres et une monture de lunettes, 0 euros pour un implant dentaire. Et les médicaments seront moins remboursés en 2025 ... Par contre, le coup de rabot sur les consultations n'a pas été adopté par le gouvernement. Pour le moment.



En bref, l'Etat veut utiliser les organismes mutualistes comme variable d'ajustement de ses dépenses de santé. Inacceptable, alors que l'objectif devrait tendre vers la « Sécurité sociale universelle », la plus à même de traiter avec équité l'ensemble des citoyens.

Vos délégués " CGT & Mutualistes unis " s'engagent à défendre une politique résolument sociale pour NUOMA. SOUTENEZ LEUR LISTE PAR VOTRE VOTE UTILE ET SOLIDAIRE